



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2812
24 juin 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Crise sociale, crise politique...

Défendons nos intérêts nous-mêmes!



Prix alimentaires

**Les spéculateurs
font la loi**

Page 3

Budget militaire

**Ils préparent
la guerre**

Page 6

Législatives

**Le parlementarisme
bourgeois en désarroi**

Pages 4 et 5

Leur société

- Prix alimentaires : réguler la spéculation ? 3
- Beurre en plaques et or en barres 3
- Prime d'activité : une revalorisation en trompe l'œil 3
- Exxon : in profit we trust 3
- Résultats du RN : le danger pour les travailleurs 6
- Budget militaire : pour préparer de nouvelles guerres 6
- Camp de Canjuers : militaires incendiaires 6
- Buitoni : secret industriel et mensonges patronaux 7
- McDonald's : fraude au menu 7
- Secret fiscal : cachotteries du capital 7

Après le deuxième tour

- Crise politique : au-delà du personnage de Macron, le parlementarisme bourgeois en désarroi 4
- La Nupes : nouvelle machine, nouvelles duperies ! 5

Dans le monde

- Ukraine : « la guerre va durer » promet l'OTAN 8
- Mali : la population victime de la lutte entre l'armée et les djihadistes 8
- Brésil : victimes collatérales du capitalisme 9
- Programme alimentaire : affamés et affameurs 9
- Colombie : un président de gauche pour un État miné par l'extrême droite 10
- Vaccins anti-Covid : la mascarade de la levée des brevets 10
- Économie mondiale : quand les dirigeants prédisent le pire 16
- Espagne : victoire de la droite en Andalousie 16

Il y a 60 ans

- Algérie, mars-juillet 1962 : l'OAS, une politique terroriste pour un parti fasciste 11

Dans les entreprises

- Accidents du travail : perdre sa vie avant de la gagner 12
- Canicule : trop chaud pour travailler 12
- Marine Harvest – Finistère 12
- Santé : l'été de tous les dangers 13
- Hôpital Saint-Girons 13
- Ehpad Saint-Priest 13
- Facteurs de Lorient 14
- Finisseurs Parisiens – Bezons 14
- EDF-Enedis 14
- Aides à domicile – Ardennes 15
- Paprec 15

Caravanes

- Les militants de Lutte ouvrière à la rencontre des travailleurs 16

Crise politique et sociale : ne restons pas spectateurs, défendons nos intérêts nous-mêmes !

Trois ministres et de fidèles lieutenants battus; des dizaines de députés sortants renvoyés dans leurs cordes; une entrée massive de La France insoumise et un bond en avant du Rassemblement national à l'Assemblée nationale... la séquence électorale se termine en cauchemar pour Macron.

Avec seulement 245 députés acquis à sa cause, Macron est pris en tenaille entre les députés de la Nupes et ceux du Rassemblement national. Si le parti Les Républicains refuse de jouer les roues de secours, il n'aura pas de majorité pour gouverner et risque la paralysie, ce qui contraindrait Macron à dissoudre l'Assemblée infernale.

Ce cuisant revers réjouira tous les travailleurs qui exècrent ce président si dévoué à la grande bourgeoisie et si méprisant vis-à-vis des classes populaires. Mais ce n'est qu'une maigre et vaine satisfaction car nos problèmes restent entiers. Et ils le resteront tant que les travailleurs se borneront à compter les points dans la compétition entre partis politiques.

Le vote des classes populaires se répartit entre La France insoumise d'un côté et le Rassemblement national de l'autre, deux politiques qui, bien que différentes, ne représentent ni l'une ni l'autre leurs intérêts fondamentaux. Les deux reflètent l'illusion que les solutions peuvent venir d'en haut.

À l'Assemblée, les oppositions se battront pour le titre d'opposant numéro un et leurs députés assureront le spectacle à la tribune et dans l'hémicycle. Mais une telle guérilla parlementaire n'a rien à voir avec la lutte que les travailleurs doivent mener au jour le jour contre le grand patronat.

Tout ce que feront les députés du RN, ce sera diviser le monde ouvrier en flattant les préjugés racistes et en s'attaquant aux travailleurs immigrés. Quant à la coalition entre La France insoumise, le PS, EELV et le PCF, elle continuera de faire croire que l'essentiel se joue dans les institutions et que les prochaines élections seront les bonnes.

Tant que le tapage est cantonné à l'Assemblée nationale, tant qu'il s'agit de combinaisons politiciennes et institutionnelles, les intérêts de la grande bourgeoisie resteront bien gardés et, dans cette période où les crises succèdent aux crises, les sacrifices seront pour les travailleurs.

Pour l'heure, Macron et son clan sont en difficulté pour gouverner. Mais ils conservent une bonne longueur d'avance sur les travailleurs, car ils savent, eux, où ils veulent aller. En dignes serviteurs de la grande bourgeoisie, ils savent ce qu'ils ont à faire dans cette période de crise. Ils savent qu'ils doivent trouver le moyen de faire payer la crise aux classes populaires.

Il n'y a rien de tel du côté du monde du travail. Ce que celui-ci exprime politiquement, c'est d'abord et avant tout le rejet de Macron. Ce rejet a conduit beaucoup des nôtres à mêler leurs voix à des réactionnaires bien bourgeois, c'est-à-dire à renforcer nos pires ennemis. Autant dire que le rejet seul n'est pas un programme politique pour les exploités!

Les travailleurs sauront où ils veulent aller quand, loin des polémistes et des démagogues, ils se concentreront derrière deux ou trois revendications essentielles pour faire face aux maux que sont la précarité de l'emploi et la cherté de la vie.

Contre la hausse des prix qui ruine les classes populaires, une revendication est largement approuvée par de nombreux salariés: l'augmentation massive des salaires et leur indexation sur les prix. Elle est à inscrire en tête de notre programme.

Contre le chômage pour les uns et le surmenage pour les autres, il est nécessaire d'embaucher et de répartir le travail entre tous sans perte de salaire. Il ne faut pas travailler plus, il faut travailler moins pour travailler tous!

Contre la spéculation, le parasitisme, les profits record des multinationales capitalistes, il faut revendiquer le contrôle des travailleurs sur l'industrie, les banques et l'énergie.

Ces objectifs, communs à l'ensemble des femmes et des hommes des classes populaires peuvent fixer un cap et un programme d'action pour notre camp. Quand les travailleurs auront à cœur de les défendre, ils se regrouperont derrière leurs véritables intérêts de classe et retrouveront une boussole politique fiable.

Le gouvernement brandit son programme d'action pour réunir les politiciens responsables devant la bourgeoisie. À nous, travailleurs, de formuler le nôtre et de rassembler ceux qui sont prêts à le défendre en agissant par eux-mêmes.

Nathalie Arthaud



Prix alimentaires : réguler la spéculation ?

Deux ONG, la néerlandaise Foodwatch et la française CCFD-Terre solidaire (Comité catholique contre la faim et pour le développement), alertent sur les menaces de famines et appellent les dirigeants du G7, qui vont se réunir fin juin, à mettre en place une régulation contre la spéculation sur les produits agricoles.

Ces deux organisations disent, à juste raison, que cette spéculation est la «véritable cause» de la hausse des prix alimentaires. Elles donnent de nombreux chiffres pour le prouver. Par exemple, elles montrent que deux grands fonds d'investissement spécialisés dans les placements financiers

sur les denrées alimentaires ont déjà «investi» (il faudrait dire misé, comme au casino) six fois plus sur le seul premier semestre de l'année 2022 que sur l'ensemble de l'année 2021. Ces associations demandent donc aux chefs d'État des sept plus grandes puissances de la planète de mettre en

place des «règles communes plus strictes pour mettre un terme à la spéculation sur les Bourses de matières premières». Mais c'est là demander du lait à un bouc.

Les bourgeoisies des pays impérialistes sont les premières bénéficiaires de la spéculation. Les dirigeants du G7 savent très bien que celle-ci est devenue un des moyens essentiels d'enrichissement de la classe capitaliste. La campagne des ONG amènera tout au plus ces dirigeants à faire, devant les caméras, une déclaration platonique



ARTISAN PROD SPF

pour dénoncer la finance. Par contre, s'il le faut, de façon bien plus discrète, ils prendront des mesures pour permettre aux capitalistes les plus riches et les plus puissants de leur pays de spéculer encore plus facilement. Et tant pis si cela engendre des famines et des difficultés à s'alimenter pour des milliards d'êtres humains.

Une spéculation régulée ou un capitalisme sans spéculation sont impossibles. C'est tout l'ordre social qui doit être remis en cause, à commencer par la sacro-sainte propriété privée du capital, au nom de laquelle, en investissant où bon lui semble, une infime minorité décide pour l'ensemble de l'humanité.

Pierre Royan

Beurre en plaques et or en barres

Les grands médias annoncent en ce début d'été une pénurie de beurre pour l'automne. Ils relayent ainsi les publications professionnelles de la filière, c'est-à-dire, en fait, les industriels de la transformation du lait.

Quoique les vaches soient encore nécessaires à sa production, le lait est une matière première comme une autre. Son prix est déterminé sur le marché mondial, sa transformation et sa commercialisation sont entre les mains d'un petit nombre de sociétés internationales qui décident souverainement ce qu'elles en font et à qui elles le vendent. Que la production soit encore réalisée dans de petites exploitations comme en France ou qu'elle provienne de fermes géantes comme en Nouvelle Zélande, la filière est dominée par trois géants, Lactalis, Nestlé et Danone. La vache Holstein aux doux yeux, où qu'elle pisse, produit presque toujours des euros ou des dollars pour Lactalis ou un autre.

Le beurre aura augmenté de presque 70% en un an. Le patron de Lactalis, ses collègues et ses plumeaux, volontaires ou salariés, trouvent à cette augmentation mille et une causes pouvant conduire, disent-ils, à une prochaine pénurie : l'augmentation générale des prix, la guerre en Ukraine, les difficultés du commerce mondial. Ils ajoutent même que le beurre, dérivé moins rentable de la

production laitière que le fromage ou le lait en poudre, n'est pour eux qu'un produit accessoire. Peut-être, mais pour des millions de familles, il est un produit de consommation courante indispensable.

Lactalis, numéro 1 mondial incontesté du lait depuis des années, possède 270 usines dans 52 pays, avec un chiffre d'affaires de 22 milliards d'euros et un bénéfice net de 445 millions d'euros. Celui-ci doit augmenter quels que soient les aléas du marché ou du climat. Ses concurrents, à peine plus petits sur ce secteur, veulent la même chose. Que les géants du lait repercutent les hausses de prix de leurs fournisseurs ou, plus probablement, qu'ils saisissent l'occasion d'augmenter leurs profits, le coût final sera supporté par les consommateurs, c'est-à-dire essentiellement les familles populaires.

Cette campagne de presse, qui n'est pas la première du genre, prépare manifestement la hausse conséquente des prix nécessaire pour que Lactalis et les autres aient le beurre, l'argent du beurre et le sourire de l'actionnaire.

Paul Galois

Prime d'activité : une revalorisation en trompe-l'œil

Avant le second tour des législatives, le gouvernement avait annoncé que la prime d'activité devrait être revalorisée de 4% en juillet, tout comme les pensions et les minima sociaux. Il voulait faire croire à sa volonté de soutenir les salaires les plus bas.

La prime d'activité, inventée en 2016 par le gouvernement Hollande, est perçue actuellement par 4,6 millions de travailleurs, selon des critères complexes et selon leur situation familiale.

Salariés, indépendants, apprentis ou étudiant avec un travail, ils ont comme point commun d'être des travailleurs pauvres. Pour tous, ce complément de revenu est indispensable pour ne pas couler. Pour une personne seule qui travaille pour 800 euros par mois, percevoir une prime d'activité de 215 euros est une condition pour réussir à se loger, se nourrir...

Avec la hausse des prix, encore plus de familles populaires n'arrivent plus à

payer les dépenses de première nécessité. Le gouvernement essaye, au moyen de cette prime d'augmenter le revenu des travailleurs les plus modestes sans faire porter le poids d'une hausse de salaire sur les entreprises. Il avait déjà eu recours à cette méthode à la suite de la mobilisation des gilets jaunes.

Ce sont en effet les impôts qui financent la prime d'activité. Autrement dit, les travailleurs eux-mêmes.

Joséphine Sina

Exxon : in profit we trust

«Exxon a fait plus de profit que dieu cette année!» C'est empli d'une sainte – et feinte – colère que le président des États-Unis, Joe Biden, a fait mine de dénoncer les 23 milliards

de dollars de profit réalisés cette année par le premier groupe pétrolier mondial.

Il faut dire que, contrairement aux voies du seigneur qui sont dit-on impénétrables, celles dont se

sert Exxon pour réaliser un tel bénéfice sont limpides. Tout comme TotalEnergies, elles passent par le racket des automobilistes via l'augmentation directe du prix de l'essence. Ce qui est susceptible de générer de la colère autant chez les travailleurs américains qu'ici.

Biden joue là son rôle de paravent de la bourgeoisie, et en particulier des actionnaires des trusts pétroliers, qu'il ne compte en aucun cas égratigner. Que l'on sache, même les colères divines n'ont aucun effet sur eux. Alors, celles d'un Biden...

Thomas Baumer



Crise politique : au-delà du personnage de Macron, le parlementarisme bourgeois en désarroi

Avec le désaveu électoral infligé au clan de Macron aux élections législatives, la crise de la démocratie bourgeoise en France a franchi une nouvelle étape.

Tous les éléments d'une crise politique sont en route. Le système d'alternance parlementaire gauche-droite sombre depuis plusieurs années. Les grands partis qui l'ont structuré depuis la mise en place de la V^e République se sont déconsidérés au fil du temps. L'inexorable montée de l'abstention en donne la mesure.

L'arrivée au pouvoir de Macron en 2017 avec son «*ni gauche ni droite*» avait alors constitué une solution provisoire. Mais, de solution, Macron est devenu un problème en focalisant sur sa personne le rejet des classes populaires. La rustine du macronisme n'a duré que le temps de faire émerger une nouvelle génération de jeunes politiciens, dont les législatives des 12 et 19 juin ont signifié le naufrage.

Dès le soir du deuxième tour de ces élections qui ont acté sa déroute, les porte-voix du clan macroniste, à commencer par Le Maire, le ministre de l'Économie, et Borne, la Première ministre, ont axé leur intervention sur un appel à la responsabilité. Ils ont sonné l'alarme sur la menace d'une instabilité du pouvoir exécutif. Au-delà des bavardages politiques à l'Assemblée, sans enjeu pour la bourgeoisie, une paralysie de l'exécutif le rendrait incapable de prendre les décisions qu'il faut au moment où il faut, là où les intérêts des sommets de celle-ci sont en jeu.

La déstabilisation de l'exécutif

La V^e République et le présidentielisme ont été conçus pour assurer la stabilité de l'exécutif par-delà les jeux politiques des partis, destinés à faire croire au bon peuple que c'est lui qui décide. La V^e République avait surgi de la nécessité de mettre fin à une IV^e République paralysée par les débats interminables entre les partis, au point de la rendre incapable de prendre la décision de solder la guerre

d'Algérie, que les forces militaires de l'impérialisme français s'étaient révélées incapables de gagner. Cette décision était exigée par la grande bourgeoisie française dont l'intérêt dictait de se dégager du borbier algérien, trop coûteux pour ce qu'il rapportait.

Mais voilà que la V^e République, après avoir servi à résoudre le problème algérien puis à assurer le fonctionnement d'un régime parlementaire à une sauce bonapartiste, est en voie de reproduire quelques-unes des tares de la IV^e République.

Aujourd'hui, la bourgeoisie française n'est pas lestée par un problème similaire à celui de la guerre d'Algérie. Elle l'est cependant par bien d'autres choses et, au fond, bien plus graves. Elle est confrontée avant tout à la crise, une crise économique accélérée par la crise sanitaire, à une aggravation de la concurrence entre groupes et nations capitalistes. Elle est confrontée aux conséquences contradictoires de sa propre économie : perturbation des chaînes de production mondialisées, envolée des hausses de prix, accumulation de la dette publique, montée générale du militarisme et des dépenses qu'il exige, illustrée par la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Face à cette situation, le capital financier, c'est-à-dire «*la partie la plus forte et la plus solide des exploités*» (Trotsky), pousse dans le sens d'un pouvoir stable et fort, capable d'imposer à la population, et en particulier aux salariés, des mesures brutales, nécessaires pour lui assurer les

dividendes élevés qu'elle a encaissés malgré la crise sanitaire, malgré les guerres, et qu'elle espère bien continuer à percevoir.

Il se peut que la caste politique trouve les moyens de répondre favorablement à l'appel à la responsabilité du clan macroniste qui, en tant que principal regroupement politique au service de la bourgeoisie, souhaite que l'unité nationale se réalise autour de lui. Toutes les voix qui se font entendre depuis les législatives autour de la «*culture du compromis*», habituelle en Allemagne mais moins en France, vont dans ce sens.

Sur le terrain de la politique politicienne, il est certes tout à fait possible que Macron parvienne à capitaliser à son profit l'attraction pour le pouvoir et à répondre par la même occasion aux desiderata du capital financier. Il l'a fait dès le début de son premier quinquennat avec Le Maire, Darmanin et quelques autres. La seule différence entre cette première génération de droite ou de gauche (Le Drian, ministre des Affaires étrangères, Borne...) et ceux qui comme Woerth ou Abad viennent de le rejoindre, ou d'autres qui le rejoindront demain, sera la date de leur ralliement. Au fond, il y a très peu de différences entre tous ceux-là, même dans les options politiques et politiciennes qu'ils incarnent.

Un Copé reprend déjà à son compte l'idée que la droite dite républicaine a intérêt à se solidariser avec Macron. Alliot, un des personnalités tutélaires du RN (ex-Front national), a évoqué comme souhaitable la constitution d'un gouvernement d'Union nationale. Si Mélenchon ne reprend pas à son compte cette idée telle quelle, sa déclaration de la

soirée du deuxième tour ne contient rien qui pourrait l'empêcher : ce sont beaucoup d'effets de manches pour continuer de faire croire à un «*surgissement*» de gauche, alors qu'il n'y a pas de dynamique, même électorale, pour les partis de gauche. Si dynamique il y a du côté des électeurs populaires, elle bénéficie à Le Pen.

de se faire comprendre de l'appareil d'État lui-même, à commencer par l'armée, et de peser sur la décision. Malgré la paralysie de la IV^e République, la grande bourgeoisie française avait bien trouvé à l'époque, par deux fois, les moyens d'imposer sa volonté pour mettre fin à la guerre perdue d'Indochine puis pour se dégager du borbier al-



En revanche, Mélenchon n'a rien dit pour rappeler les promesses de sa campagne électorale, qu'il pourrait pourtant continuer à défendre en tant que «*principal parti d'opposition*», par exemple le salaire minimum à 1500 euros. Rien en somme dont les salariés pourraient s'emparer et qui serait susceptible de compromettre une éventuelle unité nationale.

La pression de la crise

Si les parlementaires de la bourgeoisie ne comprennent pas les appels à la responsabilité qui leur sont lancés, il s'en trouvera d'autres pour exécuter la volonté du capital financier de disposer d'une gouvernance stable et capable de réagir au quart de tour face aux turbulences des crises qui se conjuguent.

Aussi décisives que soient les exigences du capital financier, ce n'est pas lui qui fabrique les majorités et il n'a pas la capacité d'établir n'importe quel gouvernement, n'importe quand. Mais il a les moyens

gérien. La première fois, ce fut par le bonapartisme de Mendès France appuyé par le Parlement. La seconde fois, ce fut en se passant de la «*légalité*» ou de la constitutionnalité.

La gauche institutionnelle est trop contente d'avoir trouvé un unificateur des appareils des différents partis qui la composent en la personne de Mélenchon. Les dilétantes politiques d'extrême gauche se glorifient d'avoir contribué à «*battre Macron*», même s'ils ajoutent, pour la forme, qu'il faut le battre aussi par la lutte, et pas seulement dans les urnes. La crise politique s'exprime aujourd'hui à travers une Assemblée dont on ne sait pas, pour le moment, dans quelle mesure elle est gouvernable. Macron en est à marchander avec les chefs des partis. C'est un signe de faiblesse.

Mais l'instabilité politique que cela risque d'entraîner n'écarte certainement pas les menaces



La crise politique n'empêchera pas les siestes!

APRÈS LE DEUXIÈME TOUR

qui pèsent sur la classe ouvrière. Que le grand capital choisisse d'en passer par une voie légale et sans violence, s'il en a les moyens et la possibilité, ou qu'il choisisse d'en passer par la violence, ce sera nécessairement contre la classe ouvrière et contre ses intérêts.

La classe ouvrière face aux menaces

Si la crise économique continue et s'aggrave, le « *quoi qu'il en coûte* » cher à Macron, y compris pour ce qui est de jeter quelques pièces aux classes exploitées, sera remplacé par des

prélèvements sur celles-ci. Pour ne prendre que deux exemples : qui paiera les dépenses supplémentaires en armements qu'implique la militarisation croissante des pays de l'Union européenne ? Et si, pour le moment, les marchés financiers sont assez cléments avec les États impérialistes pour qu'ils puissent financer leurs dettes passées et futures, qu'est-ce qu'il se passera si les prêteurs présentent l'addition ? Les conditions draconiennes que la finance des pays impérialistes a imposées à la Grèce et à son peuple

serviront de précédents pour bien d'autres pays, même plus puissants.

Alors, la seule politique valable pour la classe ouvrière n'est certainement pas de se réjouir des soubresauts de la crise politique de la bourgeoisie. Comme l'a formulé si bien le *Programme de transition*, lors d'une des précédentes crises profondes du capitalisme, « *deux maux économiques fondamentaux dans lesquels se résume l'absurdité croissante du système capitaliste, à savoir le chômage et la cherté de la vie, exigent des mots d'ordre et des*

méthodes de lutte généralisée ». Cette politique ne peut venir d'aucun des partis de la bourgeoisie, ni de leurs combinaisons, fût-ce sous l'égide d'un tribun démagogue.

Aussi peu présentes que soient ces idées dans la classe ouvrière, aussi insuffisante que soit parmi les travailleurs la conscience de classe politique, l'orientation pour des communistes révolutionnaires n'est certainement pas d'user leurs forces à être la cinquième roue du carrosse de quelque parti bourgeois que ce soit, mais de défendre le programme

de revendications indispensables pour assurer la survie de la classe ouvrière. Celle-ci n'est pas en situation de reprendre à son compte ce programme aujourd'hui ? Elle le sera demain, lorsqu'elle reprendra le chemin de la lutte ! En étant consciente qu'un programme n'est qu'une collection d'idées tant qu'il n'y a pas un parti pour les incarner, pour mettre fin à cette « *crise de direction du prolétariat* » en laquelle Trotsky voyait la « *crise historique de l'humanité* ».

Georges Kaldy

La Nupes : nouvelle machine, nouvelles duperies !

La Nupes a obtenu 131 sièges à l'Assemblée nationale, bien loin des promesses de Mélenchon, qui prétendait pouvoir atteindre la majorité absolue. Même s'il n'y croyait pas lui-même, il a fait campagne sur le thème de « *Mélenchon Premier ministre* ».

En fait, Mélenchon voulait surtout s'affirmer comme le leader de la recomposition de la gauche avec une prime à La France insoumise. De ce point de vue, il a gagné son pari puisque celle-ci obtient 72 sièges contre 17 précédemment. Le Parti écologiste, qui n'avait auparavant aucun député, en gagne 23 et le PS et le PCF sauvent les meubles en conservant respectivement 26 et 12 sièges. En acceptant l'OPA de Mélenchon sur la gauche, ils ont

sauvé les postes de leurs notables, sans que cela témoigne d'une montée de la gauche. Face aux résultats cumulés de LREM, de LR et de l'extrême-droite, elle reste largement minoritaire et ne progresse pas réellement, en comparaison de 2017. Elle a gagné des sièges, parce qu'elle ne s'est pas présentée en ordre dispersé.

Depuis le soir du second tour, Mélenchon et la plupart des représentants de la Nupes, continuent de semer des illusions, cette



fois sur les possibilités de la lutte parlementaire. Ian Brossat, pour le PCF, a ainsi déclaré devant les caméras : « *La gauche revient fort et les bras cassés qui nous gouvernent n'auront pas de majorité pour la*

retraite à 65 ans. » Adrien Quatennens, député LFI, a renchéri sur LCI, en affirmant « *qu'il n'y a pas de majorité dans ce pays, pour appliquer par exemple la retraite à 65 ans ou le travail en contrepartie du*

RSA ». C'est encore désarmer les travailleurs en leur faisant espérer que les attaques du patronat et du gouvernement pourraient être empêchées grâce à ces députés.

En fait, le sort des travailleurs n'est qu'un argument de campagne pour eux. Leur seule préoccupation est d'apparaître comme une alternative pour de prochaines élections.

Loin du cirque électoral, seules les luttes déterminées de l'ensemble du monde du travail pourront arrêter les attaques contre les travailleurs. En prendre conscience c'est préparer l'avenir !

Aline Urbain

Fil rouge

Blanquer recyclé

Battu dès le 1^{er} tour des législatives, l'ex ministre de l'Éducation nationale, Blanquer, avait pleuré devant



un micro sur « tous les candidats » alliés contre lui.

Il a sans doute ému des cœurs sensibles et va, semble-t-il, rebondir, en tant que professeur dans une université parisienne.

Dans ce petit monde doré, il suffit vraiment de « traverser la rue ».

Reconversion pour l'ex-Premier flic de France ?

Christophe Castaner, venu du PS et reconverti chez Macron, a été battu dans la 2^e circonscription des Alpes-de-Haute-Provence par un candidat Nupes. N'étant plus député, il ne peut plus présider le groupe, désormais

moins nombreux, des élus macronistes.

Castaner s'était illustré lors de son passage au ministère de l'Intérieur par la répression des gilets jaunes, le nombre de mains arrachées et de personnes éborgnées par les tirs de sa police. Ce vote, qui sait ?, est peut-être un retour de bâton, pardon, de matraque.

Tombé du perchoir

N'étant plus élu, Richard Ferrand ne peut plus prétendre à diriger l'Assemblée nationale. Ancien député PS, il était devenu un des premiers soutiens de Macron en 2016.

Nommé ministre de la Cohésion des territoires en mai 2017, il avait

bruyamment fustigé Fillon pour avoir « *souillé les élus de France* », avant d'être lui-même mis en cause dans le scandale politico-financier des Mutuelles de Bretagne, et privé par la suite de son portefeuille, ministériel s'entend.

Cela était bien sûr sans aucun rapport avec sa proposition d'amendement visant à abandonner l'obligation de détenir un casier judiciaire vierge pour se présenter à une élection, ni avec sa prise de position, en 2018, de préserver la « *réserve parlementaire* », cagnotte de subventions à la discrétion des députés et sénateurs, pour arroser leurs bonnes œuvres.

Brève rencontre écologique

Pour brève que soit ces temps-ci la carrière des ministres de l'Écologie, celle d'Amélie de Montchalin s'est déjà achevée après qu'elle a été battue dans la 6^e circonscription de l'Essonne par un « *anarchiste d'extrême gauche* », comme elle avait qualifié son concurrent de la Nupes, le PS Jérôme Guedj.

L'ex-ministre promue phare de l'écologie du nouveau quinquennat n'aura pas eu le temps d'agir. Telle la rose, sa fonction n'aura vécu que l'espace d'un matin. Mais quel meilleur exemple de la dégradation du climat ?

Résultats du RN : le danger pour les travailleurs

Avec 89 députés élus le 19 juin, contre huit à l'issue des législatives de 2017, le RN dépasse même son résultat de 1986, quand 35 élus du Front national étaient entrés à l'Assemblée grâce à un scrutin organisé à la proportionnelle.

Aux législatives de 2017, le parti de Marine le Pen avait recueilli au second tour 1 590 869 voix, soit 8,75% des suffrages exprimés. Cinq ans plus tard, au second tour des législatives du 19 juin 2022, il totalise 3 589 465 voix, avec 17,30% des suffrages exprimés, soit près de 2 millions de voix supplémentaires. Son poids électoral est ainsi confirmé, avec en outre la possibilité de constituer un groupe à l'Assemblée.

Marine le Pen peut se vanter d'être en passe d'atteindre son objectif : ouvrir la possibilité pour le RN de

devenir, dans cinq ans ou même avant, un parti de gouvernement, débarrassé de l'odeur de soufre qui l'entourait du temps de son père. Comme elle l'a déclaré au soir du second tour, son parti aspire à « prendre la responsabilité du pays quand l'aventure Macron aura pris fin ». Il se veut une « opposition ferme, sans connivence, mais aussi responsable, respectueuse des institutions et toujours constructive », autrement dit volontaire pour gérer au mieux les affaires de la bourgeoisie.

Une partie de l'électorat

de droite, en particulier venue du parti Les Républicains, a fait le choix, à nouveau, comme lors de la présidentielle, de voter RN. Mais cette élection confirme aussi la progression du vote RN dans les couches populaires. Dans nombre de circonscriptions ouvrières où les partis de gauche, et en particulier le Parti communiste français, étaient influents, il est en augmentation constante par rapport à 2017 et 2012. Ainsi dans ce qui était un bastion ouvrier, la 20e circonscription du Nord, que le candidat du PCF, Roussel, vient de remporter sous l'étiquette Nupes, les scores de l'extrême droite n'ont cessé de grossir, passant de 10 538 voix au second tour de 2017,



à 13 725 voix à celui de 2022, alors même que le nombre d'électeurs de Roussel a baissé. Dans la 6e circonscription de l'Oise, circonscription ouvrière comptant des municipalités à majorité PCF, c'était un candidat de celui-ci qui avait été élu en 2012. Le FN totalisait alors 8 731 voix ; il en a récolté 12 548 en 2017 et le RN 17 135 le 19 juin dernier.

Cela ne fait que confirmer combien le recul de la conscience de classe, conséquence de la démoralisation et des désillusions électorales dans la classe ouvrière, est aujourd'hui important. Certains ont choisi d'exprimer de la pire manière leur opposition à Macron,

avec l'illusion que le RN se préoccuperait vraiment du peuple et de ses difficultés. Mais, en même temps, cela renforce ceux qui adhèrent aux idées réactionnaires que véhicule le RN, des idées racistes, xénophobes, au fond antiouvrières. Certains peuvent chercher, à un moment ou à un autre, à les mettre en application en s'attaquant aux militants ouvriers, et plus largement à tous ceux qui, dans la classe ouvrière, contestent la dictature des capitalistes. Derrière un progrès électoral et une implantation qui se confirment, c'est là le plus grave danger que recèle ce résultat du RN.

Aline Retesse

Budget militaire : pour préparer de nouvelles guerres

La France est entrée dans « une économie de guerre dans laquelle nous allons durablement devoir nous organiser », a déclaré Macron le 13 juin. Il compte préparer ainsi la population à l'idée que les augmentations annuelles du budget militaire prévues vont être réévaluées.

utilisés. Déjà, à travers la planète, bien des hommes et des femmes n'ont pas connu autre chose que la guerre et les dévastations.

Aujourd'hui, l'humanité sombre dans le chaos avec l'aggravation de la crise du capitalisme, la déliquescence du système qui engendrent de multiples guerres, dont celle d'Ukraine. Dans ce contexte, le gouvernement français n'est pas le moins militariste. Le délégué général pour l'armement, haut fonctionnaire qui fait le lien entre le gouvernement, l'armée et les fournisseurs, explique que ce petit monde se prépare à une montée en puissance des capacités de production, pour rendre les armées opérationnelles en cas de crise. Pour qu'il n'y ait ni rupture de stock ni goulot d'étranglement dans la chaîne de production, il est question d'un projet de loi permettant de réquisitionner, sans même que la France soit obligée de se déclarer en état de guerre, des matériaux ou des entreprises civiles à des fins militaires.

Ceux qui dirigent la société nous préparent, si on les laisse faire, un avenir épouvantable.

Jean Sanday

Camp de Canjuers : militaires incendiaires

Samedi 18 juin, un incendie provoqué par un tir d'artillerie s'est déclenché au camp militaire de Canjuers, dans le Var.

L'ensemble du pays était en pleine canicule et connaît une sécheresse importante. La région PACA était placée en alerte incendie du fait des forêts de conifères et des garrigues particulièrement inflammables, des massifs étaient interdits aux visiteurs pour éviter tout départ de feu. Le département du Var comptait de son côté 96 communes en alerte sécheresse. Mais qu'importe aux militaires, leurs petits jeux guerriers prévalent sur les consignes de sécurité !

Résultat, malgré la mobilisation de 300 sapeurs pompiers et de plusieurs bombardiers d'eau, en deux jours l'incendie avait dévoré 1 800 hectares et il n'était toujours pas éteint mercredi 22 juin.

Ces manœuvres étaient d'autant plus irresponsables qu'une partie du camp, où l'incendie a débuté, est considéré « comme une zone polluée, c'est-à-dire où il y a des obus et des explosifs non explosés », comme l'a déclaré un capitaine. L'explosion d'un obus lundi 20 au soir a blessé un pompier, heureusement légèrement, et choqué une cinquantaine d'autres personnes présentes sur le site.

Le parquet militaire a ouvert une enquête pour connaître dans quelles conditions de sécurité l'exercice de tir a été réalisé. L'ampleur de cet incendie lui donne déjà une réponse !

Marianne Lamiral



Blindé lance missile sol-air de Nexter, présenté à Eurosatory-2022.

Le budget de l'armée a déjà augmenté de 1,7 milliard d'euros supplémentaires chaque année depuis 2019. Il était prévu de lui faire gravir de nouvelles marches (de trois milliards à partir de l'année prochaine), de façon à dépasser les cinquante milliards d'euros en 2025. Ce n'est pas encore assez, le chef d'état-major de l'armée et son ministre ont carte

blanche pour décider combien il leur faut en plus. Les bénéfices de Thales, Dassault, Nexter (ex-GIAT), Safran et MBDA, la filiale d'Airbus, en seront confortés, au détriment des dépenses de santé, d'éducation et de tout ce qui est utile. Mais ce n'est pas la seule façon dont les maîtres de la société sont prêts à faire payer la population, car les armements sont faits pour être

Buitoni : secret industriel et mensonges patronaux

La direction de Nestlé France a menti grossièrement en affirmant le 31 mars qu'il n'y avait jamais eu de problèmes d'hygiène dans son usine Buitoni de Caudry.

Elle cherche à s'exonérer de toute responsabilité dans la mort de deux enfants et l'hospitalisation de dizaines de personnes à cause de pizzas Buitoni.

Le média Disclose vient de publier les rapports d'inspections effectuées entre 2012 et 2021 par les services sanitaires de l'État, la DDPP (direction départementale de la protection des populations). Ils sont accablants : « mites alimentaires », « traces de moisissures sur les grilles de hottes », « plafonds et gaines d'aération malpropres », « portes de congélateurs couvertes de couches de glace » faisant craindre des défauts

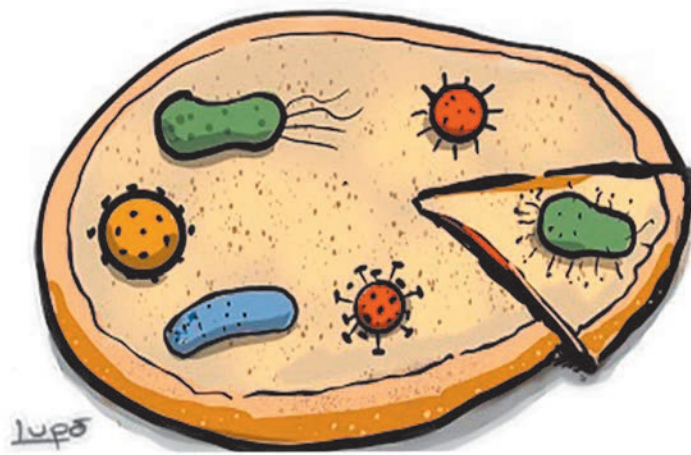
d'étanchéité, etc. En 2020, la direction a même écopé d'un avertissement de la part de la DDPP.

Si le rapport de mars 2021 faisait état d'une petite amélioration, c'est seulement parce que, contrairement aux visites précédentes, la DDPP avait prévenu la direction de l'usine de sa venue... D'ailleurs, quand en mars 2022, en plein scandale sanitaire, elle a fait une visite surprise dans l'usine, elle y a à nouveau dénoncé « un état d'hygiène... déplorable ».

Ces rapports de la DDPP n'ont aucunement empêché les dirigeants de l'usine et du groupe Nestlé de

continuer leur politique criminelle d'économies pour dégager toujours plus de profits. Ils ont continué à supprimer des postes, à accélérer les cadences et même à diminuer le temps de nettoyage en 2015, comme le raconte une syndicaliste de la CGT : « On avait par le passé autour de 16 heures de fabrication dans la journée et une équipe de nettoyage pendant huit heures la nuit. On est passé à cinq heures de nettoyage après 27 heures de fabrication et ce sont des salariés qui sont peu ou pas formés, voire des intérimaires, qui ont alors fait ce nettoyage. »

Les dirigeants de Nestlé savaient de toute façon qu'ils ne risquaient pas grand-chose de la part de l'État, au pire une amende de 450 euros ! L'État n'a



Pizza "bactéries et profits"

d'ailleurs pas dénoncé les mensonges de Nestlé suite aux décès, alors qu'il avait à portée de main tous les rapports d'inspection de la DDPP. Pour que la vérité émerge, il a fallu que des journalistes réussissent à se procurer ces rapports, qui ne sont pas publics. Pire encore, l'État ne cesse de supprimer des postes dans le contrôle sanitaire des entreprises : en dix ans, le nombre de visites a ainsi diminué d'un tiers.

Contre ces scandales

alimentaires, on ne peut donc pas compter sur l'État, mais seulement sur le contrôle des travailleurs, sur le fait qu'ils fabriquent tout et qu'ils sont tous les jours dans l'usine, pas seulement le temps d'une inspection. C'est pourquoi la première des mesures à imposer serait la levée du secret des affaires, qui permettrait aux travailleurs de l'agroalimentaire de dénoncer ce qu'ils voient sans risque d'être licenciés.

Arnaud Louvet

McDonald's : fraude au menu

Un accord entre le fisc français et la multinationale McDonald's a été validé par le tribunal judiciaire de Paris le 16 juin. Contre la somme de 1,25 milliard d'euros, McDonald's sauve sa réputation, « sans reconnaissance de faits, sans reconnaissance de culpabilité » comme le précise son avocat.

Les faits remontent à 2009, année où le géant du fast-food a doublé la redevance que lui verse chaque restaurant en France, passant de 5 à 10% du chiffre d'affaires. Cela a subitement fait chuter le bénéfice et donc l'imposition de McDo en France, son deuxième marché, et fait baisser mécaniquement ce que les salariés pouvaient toucher en participation. En 2015, un comité d'entreprise avait porté plainte contre cette

entourloupe, pendant qu'en parallèle le fisc menait son enquête.

Dans ce dossier, la justice et le fisc français se sont hâtés lentement puisque la combine de la multinationale a duré jusqu'en 2020. Les redevances ont été transférées, non pas directement à la maison mère à Chicago, mais via une entité non imposable au Luxembourg en vertu d'une convention fiscale avec les États-Unis.

Les négociations en coulisse entre Bercy et McDo ont duré des années pour aboutir au versement de 737 millions d'euros au fisc au titre des impôts non versés, auxquels s'ajoute une amende de 508 millions. Des sommes certainement bien inférieures à ce que McDo a gagné en fraudant pendant douze ans.

Ce sont les conventions judiciaires d'intérêt public instaurées par la loi Sapin2 en 2016, sous Hollande, qui permettent ce type d'accord. En fait d'intérêt public, il y a la volonté d'offrir aux entreprises, grâce à cette procédure, une alternative aux poursuites pour des faits de corruption, trafic



d'influence, fraude fiscale et blanchiment de fraude fiscale.

Quant aux dizaines de milliers d'employés des restaurants McDo en France, floués par l'escamotage des bénéfices générés par leur travail, ils devront encore attendre une éventuelle réparation. Ainsi que l'a tweeté

une syndicaliste à la sortie du tribunal : « Quand la CGT fait gagner 1,2 milliard d'euros au fisc français... Le juge nous a bien remerciés, il a juste oublié de prévoir une réparation pour les salariés de McDo privés de participation pendant dix ans...RDV aux Prud'hommes ! »

Lucien Détroit

Secret fiscal : cachotteries du capital

Retombée des résultats des législatives, la France Insoumise et le RN revendiquent tous deux la présidence de la commission des finances de l'Assemblée.

Cette présidence revient en effet traditionnellement au groupe d'opposition le plus important.

Ces batailles, qui n'émeuvent guère au-delà de l'hémicycle, ont suscité

ce commentaire inquiet d'un ancien président de la commission, le LR Gilles Carrez, au sujet du secret fiscal : « Le président peut se faire communiquer à tout moment les dossiers

fiscaux d'entreprises ou de particuliers. C'est une très lourde responsabilité. Bien entendu, il ne doit en aucun cas en faire état publiquement, pour protéger le secret fiscal, qui est une base de notre fonctionnement démocratique ».

La base de la démocratie résiderait donc dans l'opacité fiscale promise

aux entreprises et à des particuliers fortunés. Pour les travailleurs, ce secret fiscal n'existe pas : le montant de l'impôt sur le revenu est connu de tous, à commencer par leur patron, puisqu'il est désormais prélevé à la source et figure sur la fiche de paie.

Pour les partis bourgeois, la « base » de la dé-

mocratie est de garder le secret sur les affaires du grand patronat. Pour les travailleurs organisés, lever le voile sur le secret fiscal en particulier et le secret des affaires en général, serait la « base » d'un pouvoir au service de la population.

Nadia Cantale

Ukraine : «la guerre va durer», promet l'OTAN

«Aujourd'hui est un jour vraiment historique. L'Ukraine a reçu le soutien de quatre puissants États européens à la fois. C'est un grand pas en avant» pour la demande d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne (UE).

Le président ukrainien Zelensky n'a pas fait dans la sobriété pour saluer la visite à Kiev de ses homologues français, allemand, italien et roumain, le 16 juin.

Sur ce terrain, il se trouvait à l'unisson avec les quatre compères venus apporter leur soutien en fanfare à la candidature de l'Ukraine à l'UE. Pourtant, même approuvé par Bruxelles, ce «grand pas en avant» reste très hypothétique. Ainsi, il ne dit rien du temps qu'il faudra à l'UE pour accepter, peut-être, l'Ukraine et sous quelle forme : comme membre à part entière ou en l'associant à une Communauté politique européenne qui n'existe pas et que Macron a sortie de son chapeau.

En matière de promesses sans cesse repoussées, l'UE a une longue, très longue expérience. Elle a ainsi validé la demande de plusieurs États

des Balkans sans que ceux-ci voient rien venir depuis des années, voire depuis des décennies dans le cas de la Turquie.

Poutine affirme n'avoir «rien contre» l'adhésion de l'Ukraine à l'UE en ajoutant «c'est leur affaire». En fait, tant que Kiev ne permet pas aux armées occidentales de trop s'approcher de la Russie en rejoignant l'OTAN, le Kremlin peut s'en accommoder. Après tout, voici près de trente ans que les gouvernants ukrainiens ont annoncé faire de l'adhésion à l'UE «l'objectif prioritaire de leur politique étrangère», sans que cela aboutisse.

À Kiev, Macron a bien pu s'écrier «L'Europe est à vos côtés jusqu'à la victoire!», la fin de cette guerre et des sacrifices pour les peuples ukrainien, russe et autres n'est pas pour demain. Et la perspective plus que



Après un bombardement russe dans la région de Kharkiv, le 20 juin 2022.

brumeuse d'une éventuelle entrée de l'Ukraine dans l'UE n'y change rien.

C'est ce qu'a tenu à affirmer le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, deux jours après le show diplomatique-médiatique de Macron et consorts, dans une interview au quotidien allemand *Bild*.

«Nous ne devons pas faiblir dans le soutien à l'Ukraine, même si les coûts (de la guerre) sont élevés, pas seulement (en termes) militaires, mais aussi en raison des prix de l'énergie et de l'alimentation qui montent.» Et d'ajouter que cette guerre «pourrait durer des années».

Plus qu'un pronostic, cela ressemble à un souhait. En tout cas pour les industriels de l'armement et pour les

financiers dans leur sillage, étant donné l'explosion des budgets militaires partout dans le monde, notamment depuis le début de la guerre en Ukraine. Car toute la haute bourgeoisie, le grand patronat des États impérialistes et leur personnel politique voient dans cette guerre une aubaine. Elle vient à point nommé pour doper les profits du capital avec les budgets d'armement des États qui flambent alors que la crise mondiale du système capitaliste s'aggrave. De leur point de vue, elle a aussi l'avantage de servir de justification aux nouveaux sacrifices – «jusqu'à la victoire», dit Macron – que possédants et gouvernants à leur service veulent imposer aux classes laborieuses.

Cette guerre qui va durer, nous promet-on, n'est certes pas une exception sur cette planète où, du Darfour à l'Afghanistan en passant par la Palestine et tant d'autres pays d'Afrique ou d'Asie, des dizaines, des centaines de millions d'êtres humains n'ont parfois jamais connu même un semblant de paix. Mais même dans les pays les plus prospères d'un continent européen qui pouvait faire semblant d'ignorer cette réalité, cette guerre si proche vient rappeler que, comme Jaurès l'affirmait quelques jours avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale, «le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage».

Pierre Laffitte

Mali : un nouveau massacre

Dans la nuit du 18 au 19 juin, 132 personnes ont été tuées dans les villages de Diallassagou, Dianweli et Dessagou, dans le centre du Mali, par des forces djihadistes.

Les populations continuent ainsi à payer de leur sang la situation catastrophique au Sahel et l'absence de toute perspective de solution.

Les commentaires en France sur ce massacre épouvantable n'ont pas manqué pour souligner le renforcement des groupes terroristes depuis que l'armée française a été éjectée du Mali. Mais ils oublient de dire que, en neuf ans de présence militaire, la France n'avait réussi qu'à se faire haïr, pas à faire reculer les djihadistes. Au contraire même, les attaques terroristes se sont répandues dans toute la région, touchant désormais le Burkina, le Niger et menaçant le nord de la Côte d'Ivoire.

Les villages où ont eu lieu les massacres ont été de surcroît largement détruits. Le marché et des bâtiments

officiels ont été dévastés ou incendiés. Tout a été fait pour que la population ne puisse pas revenir et reprendre ses activités d'élevage. Si l'ampleur de ce massacre est exceptionnelle, en revanche de tels faits deviennent de plus en plus fréquents. À tel point que 90 000 habitants ont fui dernièrement leurs villages situés au nord-est du pays, pour échapper aux tueries.

Si cette fois la junte militaire au pouvoir au Mali a rendu public ce massacre et organisé un deuil national de trois jours en hommage aux victimes, c'est loin d'être toujours le cas. Certaines tueries sont cachées pour ne pas contredire les communiqués triomphalistes des militaires et de leur chef, Goïta. En effet, celui-ci veut démontrer que l'armée malienne, largement accusée de corruption et de s'en prendre aux civils plus



Le village de Diallassagou après le passage des djihadistes.

pour les racketter que pour les protéger, est capable de combattre efficacement les groupes djihadistes. Il multiplie donc les opérations antiterroristes et annonce des résultats dont doutent bien des habitants. Ce gouvernement putschiste est arrivé au pouvoir en s'appuyant sur l'hostilité que les années de présence militaire française avaient légitimement suscitée dans la population. Mais, pour

garder ce soutien, il tente de démontrer qu'il peut réussir là où la France avait échoué. Et ce malgré l'embargo décidé à Paris qui affame le pays.

En subissant la violence des groupes djihadistes ou des milices de toutes sortes, la population paie le prix fort d'une domination économique qui, non seulement fait régner la misère, mais alimente le chaos politique. Pour faire reculer

le terrorisme et le poids des groupes armés qui font régner la terreur dans nombre de pays du continent, il faudrait commencer par combattre le pillage infâme et séculaire qui appauvrit celui-ci et jette les populations dans une misère profonde. On ne peut l'attendre des militaires au pouvoir, même se présentant comme des opposants à l'ex-puissance coloniale.

Marion Ajar

Brésil : victimes collatérales du capitalisme

Il n'aura fallu que dix jours à la police brésilienne pour arrêter les assassins et retrouver les corps des deux indigénistes disparus le 5 juin en Amazonie.

Le journaliste anglais Dom Phillips et l'anthropologue brésilien Bruno Pereira enquêtaient sur des menaces contre les Indiens de l'aire indigène de la vallée du Javari, à la frontière du Brésil, du Pérou et de la Colombie.

Les deux hommes ont été tués par des pêcheurs qu'ils auraient surpris en train de chasser le piracuru, un poisson à la chair très recherchée, qui peut peser jusqu'à 300 kilos et fait partie des espèces protégées. Une des deux victimes étant citoyen anglais, l'Unesco, l'ONU et jusqu'au département d'État américain sont intervenus pour accélérer l'enquête et demander pieusement que les militants écologistes, les tribus indiennes et la forêt pluviale amazonienne soient protégés. À une autre époque, la Royal Navy aurait dépêché une canonnière pour venger l'affront.

La police brésilienne a donc fait diligence, et elle assure haut et fort que les assassins ont agi seuls, sans commanditaire, écartant toute implication d'organisation criminelle. Ces assurances sont bien précipitées. Au-delà d'un incident de pêche toujours possible, la mort des deux hommes est un épisode de la conquête par le capitalisme d'une des dernières zones qui lui ont échappé jusqu'ici, et que le gouvernement de Bolsonaro fait tout pour mettre à sa disposition.

Les quelque 500 aires indigènes homologuées

couvrent plus d'un million de kilomètres carrés et abritent 500 000 Indiens. Cent cinquante autres aires sont encore à l'étude ou en voie de reconnaissance. Cette superficie, double de celle de la France, échappe en principe à toute exploitation moderne des sols, des bois, des eaux, des minerais, de la faune et de la flore. Pour les capitalistes, le fait que tout cela leur soit inaccessible est un supplice de Tantale, et ils sont prêts à tout pour y avoir accès, pour prospecter et « mettre en valeur » ces zones, c'est-à-dire les faire entrer dans leur système.

Sur ce point, Bolsonaro représente fidèlement les intérêts de la bourgeoisie. Dans une interview de 1998, il regrettait : « *Dommage que la cavalerie brésilienne n'ait pas été aussi efficace que l'américaine, qui a exterminé les Indiens.* » Pour exploiter l'Amazonie, en effet, il faut en finir avec les Indiens, les protecteurs des Indiens et tous les petits exploitants de la forêt, cultivateurs, récolteurs de caoutchouc, etc.

Depuis son arrivée au pouvoir, Bolsonaro a gelé la reconnaissance de nouvelles terres indigènes. Il s'est attaqué aux ONG écologistes, déclarant qu'elles sont un cancer qu'il n'arrive pas à éradiquer, une conspiration internationale responsable des incendies en Amazonie.

Quant à la Fondation de l'Indien, la Funai, il



Une manifestation en l'honneur des deux victimes, à Sao Polo, au Brésil, le 18 juin 2022.

annonçait durant sa campagne électorale qu'il allait « la poignarder », et il a tout fait pour la démanteler. Il a divisé par deux son budget, l'a mise sous la tutelle du ministère de l'Agriculture, traditionnellement dirigé par un représentant de l'agro-industrie, et a mis à sa tête un ex-commissaire de police lié au clan ruraliste, qui met tout son zèle à persécuter les professionnels dévoués et compétents. Ainsi Bruno Pereira avait été licencié il y a deux ans pour avoir trop bien protégé le peuple Yanomami.

Sur les 39 directions régionales de la Funai, seules deux sont encore dirigées par des professionnels, toutes les autres sont aux

mains de militaires ou de policiers. Ainsi, la vallée du Javari avait à sa tête un ex-lieutenant qui a été révoqué l'an passé pour avoir dit qu'il allait « mettre le feu » aux Indiens isolés ! Ceux-ci, que le contact avec la civilisation met en danger d'extinction, sont en principe la priorité de la Funai. Or Bolsonaro encourage ses amis des Églises évangélistes à multiplier les missions dans leur direction.

L'Évangile n'est certes pas le seul à menacer les Indiens. Il y a aussi les garimpeiros (chercheurs d'or illégaux), les trafiquants de bois précieux, les chasseurs et pêcheurs d'espèces protégées, enfin les gangs de la drogue installés aux trois

frontières. Et, derrière tous ces prédateurs, se profilent la déforestation, l'élevage bovin, le soja, le maïs et la canne à sucre, le grand capital de l'agro-industrie mondiale.

Voilà ce qui a tué le journaliste anglais et l'anthropologue brésilien, par la main d'un pêcheur illégal, avec la complicité de la police brésilienne et l'approbation à peine voilée de Bolsonaro, en campagne pour sa réélection. Le Far West brésilien de l'Amazonie ressemble fort aux campagnes anglaises et écossaises de l'époque des enclosures, quand le capitalisme s'attaquait par le fer et par le feu aux survivances de la société féodale.

Vincent Gelas

Programme alimentaire : affamés et affameurs

Le Programme alimentaire mondial (PAM), géré par l'ONU, a annoncé le 19 juin qu'il allait réduire les rations alimentaires des réfugiés en Afrique, faute de financement suffisant pour acheter des vivres.

Ces restrictions frappent déjà l'Afrique de l'Est (Éthiopie, Kenya, Soudan du Sud) où les rations ont été réduites de 50 %, ainsi que le Sahel (Burkina Faso, Tchad, Cameroun, Mali, Mauritanie, Niger). Elles vont s'étendre à l'Angola, au Mozambique, au Congo et au Zimbabwe.

Deux raisons immédiates s'additionnent pour créer cette situation dramatique. D'un côté, les besoins ne cessent d'augmenter, avec de

plus en plus de réfugiés et de déplacés, à cause des guerres, des razzias des bandes armées ou des aléas climatiques. Ainsi, une grave sécheresse persiste sur la Corne de l'Afrique, ce qui, selon le PAM, pourrait faire passer de 14 à 20 millions, le nombre de personnes souffrant de la faim dans cette région. Dans l'ensemble de l'Afrique, entre 250 et 280 millions de personnes seraient sous-alimentées. De l'autre côté, la

spéculation sur les céréales, amplifiée par la guerre en Ukraine et par une sécheresse exceptionnelle en Inde, fait flamber les prix du blé ou du riz. Entre décembre 2021 et mai 2022, le cours de la tonne de blé est passé de 300 à 450 dollars et il continue de s'envoler. Pour les courtiers en grains et les géants de l'agro-industrie, les Cargill, Louis-Dreyfus ou autre Glencore, la guerre et les sécheresses sont des opportunités pour muscler leurs profits en organisant les pénuries et, derrière elles, la famine. Pour les États ou pour les

associations humanitaires, acheter des stocks de nourriture pour nourrir la population démunie est un défi qui coûte de plus en plus cher.

Pour autant, les sommes nécessaires pour faire face aux besoins immédiats ne sont pas si faramineuses. Pour éviter la famine au Soudan du Sud, où deux habitants sur trois ont recours à l'aide alimentaire, le PAM aurait besoin de 426 millions de dollars pour les six prochains mois. Même s'il fallait multiplier cette somme par cinq, voire par dix, pour couvrir l'ensemble des besoins

en Afrique pour l'année à venir, cela resterait bien modeste. Ainsi le Sipri, l'institut international pour la Paix, vient de publier son rapport annuel : en 2021, plus de 2 000 milliards de dollars ont été consacrés aux dépenses d'armement dans le monde. En comparaison, les besoins du PAM sont une goutte d'eau.

Entre nourrir la population de la planète ou accumuler les moyens pour la faire s'entre-tuer, les dirigeants du monde capitaliste ont fait leur choix.

Xavier Lachau

Colombie : un président de gauche pour un État miné par l'extrême droite

Le 19 juin, pour la première fois en Colombie, un candidat marqué à gauche, Gustavo Petro, a emporté le second tour de l'élection présidentielle face au milliardaire Rodolfo Hernandez, un « Trump colombien ».

Ce succès repose aussi sur la personnalité de la candidate vice-présidente, Francia Marquez, avocate féministe et écologiste, afro-colombienne d'origine modeste.

Le premier tour de la présidentielle avait été marqué par l'élimination de Federico Gutiérrez, candidat de droite soutenu par le président sortant. C'était déjà un désaveu cinglant pour un clan qui accapare le pouvoir depuis longtemps. Ces politiciens corrompus, soumis à la grande bourgeoisie et à l'impérialisme, avaient été incapables d'enrayer la crise économique et de mettre fin aux crimes des narcotrafiquants. Leurs liens avec les gangs les ont conduits à saboter le processus de réintégration de la guérilla des FARC dans la vie civile depuis 2016. Enfin, la pandémie a fait au moins 140 000 morts dans un pays de cinquante millions d'habitants.

Gustavo Petro a un passé lointain de guérillero que ses

adversaires de droite et d'extrême droite n'ont pas manqué de lui reprocher, mais depuis il est devenu député de 1991 à 1994 et de 1998 à 2006, sénateur de 2006 à 2010 puis depuis 2018. Il a acquis une réputation d'homme honnête et, comme maire de la capitale Bogota, il est apparu soucieux des problèmes de la population.

Petro a reçu le soutien de toutes les formations de gauche et suscité un réel enthousiasme en annonçant un « changement véritable ». Il a promis – devant notaire! – un programme d'urgence pour accéder à l'eau potable et à l'alimentation, car dans ce riche pays agricole, beaucoup ont faim. Il promet aussi l'accès gratuit à l'université, de bons systèmes de santé et de retraite, le respect des droits des femmes et des homosexuel(le)s, une transition écologique, la promotion du tourisme et de l'agriculture nationale.

Petro a cependant déjà

annoncé que sa réforme agraire ne priverait pas « les propriétaires de leurs richesses et de leurs actifs ». Et, à peine élu, il a tendu la main à ses opposants. Pour le moment, deux présidents conservateurs sortants, Uribe et Duque, jouent le jeu.

Au premier tour, on a vu un gang déclencher une « grève armée », prenant en otage une région, y empêchant transports et activités, pour rappeler que c'est son territoire. Il est sûr, si Petro fait mine d'avancer dans la direction des promesses annoncées, qu'il se heurtera à une résistance. Les partis au service direct des classes possédantes et de l'impérialisme n'ont jamais eu de scrupules à employer la force contre leurs adversaires. Y compris par l'élimination physique des candidats de gauche par les tueurs des classes possédantes en 1948 et en 1990. Cela se pratiquait avant l'élection mais peut toujours se faire après. Petro a d'ailleurs tenu ses meetings derrière des pare-balles transparents. En 2019 et en 2021, des grèves nationales contre une réforme fiscale avaient été durement réprimées.



Petro en campagne, protégé par un bouclier antiballes.

Petro sait déjà qu'il sera entravé par les partis éjectés de la présidence car ceux-ci dominent le Congrès et ne manqueront pas de contrecarrer ses réformes. Des rumeurs de coup d'État ont d'ailleurs accompagné toute la campagne.

Pour les États-Unis, soutien indéfectible du régime et de ses exactions durant des décennies, il n'est pas question que ce pays échappe à leur contrôle, alors qu'il est une pièce maîtresse de leur politique face au Venezuela de Maduro. Or Petro dit justement vouloir rétablir des

relations diplomatiques avec celui-ci.

L'avenir dira quel chemin empruntera Petro et jusqu'où il tentera d'appliquer ne serait-ce qu'une partie de son programme électoral. Mais il est certain que seule une mobilisation de la classe ouvrière et des masses paysannes pauvres pour défendre leurs intérêts propres pourra en finir avec la dictature sociale de la bourgeoisie, le pouvoir des gangs dans certains départements, et le poids de l'appareil militaro-policiier.

Pierre Delage

Vaccins anti-Covid : la mascarade de la levée des brevets

Après deux années de gestation, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a accouché d'un accord permettant la levée des brevets qui bloquent la fabrication des médicaments nécessaires à la lutte contre le Covid-9. Le rejeton est minable : l'accord est limité à cinq ans et pour les seuls vaccins.

Comme pour toutes les marchandises, la production des médicaments est soumise aux règles de l'OMC, le gendarme du commerce mondial, qui obligent

chaque État membre à respecter les « droits de propriété intellectuelle relatifs au commerce. » Pour pouvoir fabriquer un médicament, il faut verser des royalties

au laboratoire titulaire des brevets, dont la protection financière est ainsi garantie pour une durée de vingt ans.

Dès octobre 2020, alors que le virus se répandait sur toute la planète, l'Inde et l'Afrique du Sud demandaient une levée des droits de propriété intellectuelle pour les vaccins, les tests de diagnostic et les médicaments, afin qu'ils puissent être produits par des industriels locaux, sans avoir à verser de royalties. Il a fallu deux ans de négociations entre ses 164 membres pour que l'OMC accorde ce droit. Des génériques devraient donc pouvoir être fabriqués, mais pas pour les médicaments, seulement pour les vaccins. Et encore...

Car ce n'est pas tout de lever les brevets. Pour fabriquer des vaccins génériques, notamment les nouveaux vaccins à ARN messenger, il faut la technologie, le

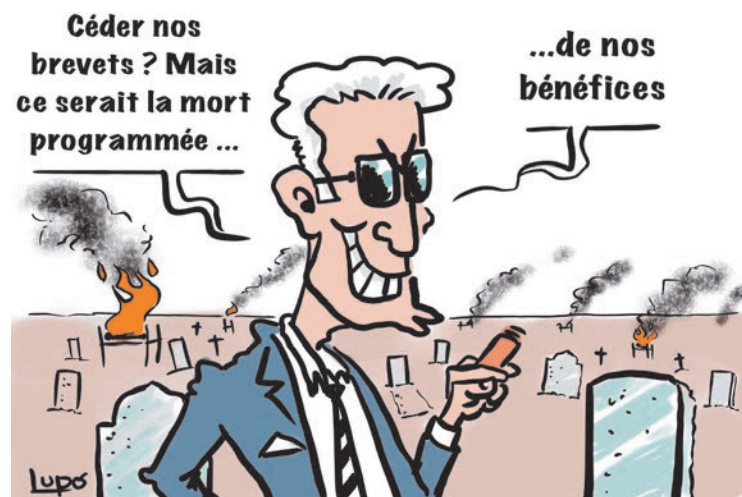
savoir-faire. Des scientifiques ont mis des années à les mettre au point avant que les Pfizer et autre Moderna décident d'investir dès lors que l'infection se répandait sur la planète, que le vaccin à ARN devenait rentable puisque le marché solvable devenait mondial. Ces techniques et ce savoir-faire sont des secrets commerciaux que les industriels gardent jalousement. Sans eux, il sera difficile de produire ces nouveaux vaccins, d'autant plus difficile que l'accord ne prévoit qu'une levée temporaire des brevets, limitée à cinq ans.

Alors que cet accord est une véritable mascarade, l'industrie pharmaceutique s'émeut, fait semblant d'avoir mal. Certains disent craindre pour les investissements, pour l'innovation, qui selon eux serait le fruit de la propriété intellectuelle. D'autres soulignent

l'inutilité de la mesure. Ainsi, le directeur du syndicat des entreprises du médicament ose-t-il déclarer: « L'accès aux vaccins n'est pas un problème de production insuffisante du fait de l'existence des brevets – nous sommes en surproduction mondiale aujourd'hui. » Pour ces gens-là, la surproduction ne se mesure que par rapport à la population solvable.

Ce énième épisode dans la saga des vaccins anti-Covid confirme, s'il en était encore besoin, que la production de médicaments par les industriels de la pharmacie n'a pas grand-chose à voir avec la santé publique. Pour bénéficier des avancées médicales, il faudra autre chose que la levée des brevets: ôter aux trusts de la pharmacie le pouvoir qu'ils exercent sur tout le secteur, de la recherche à la production.

Sophie Gargan



Algérie, mars-juillet 1962 : l'OAS, une politique terroriste pour un parti fasciste

Entre la signature des accords d'Évian le 19 mars 1962 reconnaissant l'indépendance de l'Algérie et la proclamation effective de celle-ci le 5 juillet, cette période de plus de trois mois devait permettre le passage du pouvoir. Elle vit surtout la recrudescence dramatique des attentats commis par l'OAS (Organisation armée secrète), créée un an auparavant.

Créée le 11 mars 1961 à Madrid, dans l'Espagne franquiste, par des anti-indépendantistes d'extrême droite auxquels s'était joint le général Salan, l'OAS ne cherchait déjà plus à se battre pour une Algérie française qu'elle savait perdue. Par des attentats aveugles, son but était de terroriser les populations et de dresser les Algériens contre la population européenne dite des pieds-noirs, ne laissant à celle-ci d'autre choix que de partir. Son calcul était alors qu'elle fournirait la base d'un parti de type fasciste pour la conquête du pouvoir en France.

L'armée française s'enlisait dans la guerre qu'elle menait contre le Front de libération nationale algérien (FLN), une guerre qu'elle ne pouvait gagner. Après le 13 mai 1958 et la rébellion militaire dirigée par le général Massu, de Gaulle arriva au pouvoir en se présentant à la bourgeoisie française comme l'homme providentiel capable de la sortir de ce borborygme, calmant à la fois les attentes des combattants algériens et celles des dirigeants jusqu'aboutistes de l'armée. Mais en décembre 1960, lorsqu'il annonça un référendum sur l'autodétermination de l'Algérie, les militaires et l'extrême droite des Européens d'Algérie comprirent que son objectif n'était nullement de conserver l'Algérie française.

Les hommes de l'OAS

C'est dans ces conditions que, dans la nuit du 21 au 22 avril 1961, quatre généraux fomentèrent un putsch « pour garder l'Algérie française ». Après l'échec de celui-ci, les généraux Challe et Zeller se rendirent, mais Salan et Jouhaud passèrent à la clandestinité et prirent la tête de l'OAS.

Ainsi, dès 1961, l'OAS regroupait environ un millier

d'hommes, déterminés à agir par le massacre. En Algérie, elle est présente majoritairement parmi l'armée et les forces de police, formées à la brutalité et à la torture contre tous les opposants à l'Algérie française, quelle que soit leur origine. Ce sont aussi ces forces de répression, en phase de rébellion contre les ordres de l'État, qui lui fournissent des armes et du matériel. Mais elle a aussi ses partisans en France parmi des membres de l'appareil d'État, les hauts fonctionnaires et une extrême droite nostalgique de la puissance coloniale passée. Les politiciens favorables à une paix négociée, ou les partisans de l'indépendance, voire de Gaulle lui-même, qui allait échapper à plusieurs tentatives, deviennent la cible des attentats.

En Algérie, une partie des possédants pieds-noirs, désireux de maintenir leurs privilèges quoi qu'il en coûte, soutiennent l'OAS. Cependant, la majorité de la population européenne, qui jouit certes de quelques privilèges par rapport aux Algériens, n'en forme pas moins une population modeste vivant souvent dans les mêmes quartiers qu'eux, désireuse de continuer à vivre en Algérie et rejetant les terroristes. Vis-à-vis de ceux qui n'adhèrent pas à sa politique, l'OAS n'hésite pas à utiliser des moyens individuels de rétorsion : rackets et menaces.

Une politique terroriste

Après les accords d'Évian du 19 mars 1962, l'OAS commence en Algérie une campagne d'attentats ciblés visant à créer un fossé entre les deux communautés. N'ayant plus aucun espoir que l'Algérie reste une colonie française, elle cherche à occasionner le maximum de destructions et de morts



L'attentat du 2 mai sur le port d'Alger.

parmi les Algériens, avec une politique dite de terre brûlée, et à créer un fossé avec l'ensemble des Européens pieds-noirs. Le but est que ces derniers quittent le pays et, aigris d'avoir été dépossédés de tous leurs biens et n'arrivant pas à s'intégrer en France, y servent de base à un parti d'extrême droite.

Selon son slogan, l'OAS, qui « frappe où elle veut, quand elle veut », organise des « nuits bleues » avec des centaines d'explosions, visant à terroriser les populations. De simples passants, des personnalités, des militants communistes sont assassinés. Elle pratique aussi la politique des attentats ciblés afin de séparer les deux communautés : des femmes de ménage algériennes sont tuées en se rendant à leur travail, des malades et des blessés assassinés sur leur lit d'hôpital. Le 2 mai, dans le port d'Alger, une voiture piégée explose, causant la mort de plusieurs dizaines d'Algériens en attente d'un emploi. Le lendemain, un camion-citerne contenant 12 000 litres de fuel est lancé du haut d'une rue d'un quartier populaire d'Alger, mais arrêté à temps par des pompiers avant qu'il n'explose en risquant de provoquer un carnage.

L'exil des pieds-noirs et la fin de l'OAS

La politique sanglante de l'OAS précipite le départ des pieds-noirs vers la France. En juin 1962, ils sont déjà 350 000 à quitter l'Algérie, emportant juste quelques bagages, après des jours passés à faire la queue pour monter dans les avions ou sur les navires.

ou à mort. Mais la gangrène va au-delà de l'OAS : l'armée des Massu et Le Pen, qui a torturé les Algériens comme les opposants et massacré les populations, a formé bien des criminels prêts à tout. Tous ces hommes, produits de la sale guerre coloniale menée pendant huit ans en Algérie, et aussi précédemment durant la guerre d'Indochine, vont continuer pendant des années à contaminer l'appareil d'État et à alimenter les rangs de l'extrême droite.

Mais, même s'il risque d'en être la victime, il n'est pas question pour de Gaulle de chercher à éradiquer cette gangrène. Qui peut jamais savoir si, un jour, la bourgeoisie n'aura pas besoin de recourir à ce genre d'assassins pour asseoir sa domination ? De 1964 à 1968, trois lois d'amnistie sont votées, dont la dernière annulant « les infractions contre la sûreté de l'État » et aboutissant à la libération des quatre généraux. Et en 1982, c'est Mitterrand qui poursuivra dans cette veine par une loi sur la révision de carrière des généraux impliqués, leur rendant à la fois leur pension et leurs décorations.

Marianne Lamiral



Rapatriés sur les quais du port de Marseille.

Accidents du travail : perdre sa vie avant de la gagner

Jeudi 16 juin, à Saint-Lumine-de-Clisson, près de Nantes, un jeune est mort sur le chantier où il effectuait un stage en entreprise d'une semaine en vue d'un apprentissage.

L'élève de troisième, qui aurait fêté ses 15 ans en juillet, a été écrasé par un mur qui s'est effondré, sur le chantier de démolition d'une maison. L'inspection du travail enquête pour connaître les circonstances précises du drame et les conditions d'encadrement.

Il n'est pas besoin d'enquête en revanche pour savoir que le travail est dangereux pour la santé. S'il paraît évident qu'un ouvrier du bâtiment est plus exposé aux accidents qu'un employé de bureau, c'est bien la course au rendement et la hausse des cadences auxquelles il faut ajouter la précarité galopante, qui

expliquent que de jeunes travailleurs perdent la vie en tentant de la gagner.

Ainsi, la veille de la mort de l'élève de troisième, c'est un ouvrier de 20 ans qui est mort sur un chantier du Val-d'Oise, percuté à la tête par un bidon de ciment. Quelques jours plus tôt, le 13 juin, dans la Drôme cette fois, un ouvrier de 18 ans a été tué, écrasé par une poutre en béton. Il était en contrat d'alternance pour une compagnie de travaux publics. Et le 20 juin, dans l'Aisne, un bûcheron de 34 ans a succombé, écrasé par un arbre.

Ces quatre morts n'ont malheureusement rien



Marche blanche en mémoire de Damien Guillon, mort au travail dans un accident en novembre 2021.

d'exceptionnel. Selon les derniers chiffres officiels connus, qui remontent à 2019, plus de 730 salariés sont morts d'accidents du travail. Cela équivaut à deux morts par jour, et ce sont avant tout les travailleurs intérimaires qui risquent leur vie au travail. « Ce sont ces ouvriers qui arrivent le matin sur un chantier qu'ils ne connaissent pas, avec une équipe qu'ils ne connaissent pas et auxquels on n'accorde même pas le temps de prendre leurs marques », explique un militant de la CGT construction, les chantiers du BTP

comptant parmi les lieux de travail les plus dangereux.

On peut ajouter à la liste des travailleurs en danger les auto-entrepreneurs de la livraison, qui prennent des risques énormes sur les routes pour gagner des paies minuscules, ceux du secteur agroalimentaire, mais aussi de la santé et du nettoyage, qui, d'après les statistiques du ministère du Travail, font partie des professions les plus « meurtrières ».

En mars dernier, le gouvernement avait annoncé un plan de lutte contre les accidents mortels au travail. Aussi efficace que l'un

de ces numéros verts ou de ces plateformes d'écoute, dégainés par les ministres face à tous les problèmes, celui-ci prévoyait surtout de « préconiser la communication et la prévention » auprès des jeunes et des intérimaires, ainsi que des « campagnes ciblées sur les risques graves du BTP », le ministère du Travail expliquant que « ce n'est pas une question budgétaire mais une question d'information ».

L'exploitation tue, le gouvernement s'en lave les mains et dédouane même les assassins.

Nadia Cantale

Canicule : trop chaud pour travailler

Les températures caniculaires de la mi-juin ont soumis près des trois quarts de la population du pays, en particulier dans le Sud-Ouest, à des conditions difficiles. Au travail, la pénibilité était maximum dans certains secteurs.

Pendant que les élèves des douze départements placés en alerte rouge étaient dispensés de se rendre à l'école le 17 juin, les consignes données aux entreprises étaient purement symboliques. Pour la population en général, la Première ministre avait appelé à la vigilance et réitéré sur Twitter ses précieux conseils : « Hydratez-vous, restez au frais, donnez et prenez des nouvelles de vos proches. » Le ministère de la Santé, lui, avait activé un numéro gratuit. Mais sur les chantiers, dans les entreprises, tout restait à l'appréciation de l'employeur.

Autant la pluie ou le gel entraînent la possibilité de mettre les salariés en intempéries, autant il n'existe pas dans le Code du travail de température maximale pour avoir une activité salariée. Tout au plus, dans le BTP, les limites de 30° sous abri en journée et 25° la nuit entraînent-elles des préconisations de sécurité faites aux employeurs par

les organismes patronaux, mais « aucun cadre légal ne les contraint », comme le reconnaît par exemple la Fédération française du bâtiment de Bourgogne.

Alors que les chiffres officiels recensaient en 2020 douze décès pour cause de forte chaleur dans le BTP, les patrons continuent de faire travailler sur les toits les couvreurs et les étancheurs, les ouvriers qui posent sur la voie publique les enrobés ou le bitume, chauffé à 180°, avec de rares aménagements comme le droit de commencer plus tôt la journée, et l'obligation de leur fournir trois litres d'eau.

Si la plupart des grutiers ou des conducteurs de pelle peuvent maintenant bénéficier de cabines climatisées, il est loin d'en être de même dans les usines. Chez NavalGroup, en Charente, des travailleurs ont été « autorisés » à embaucher à 5 heures du matin, donc à se lever en pleine nuit, pour faire leurs sept heures trente normales.

La réduction de la durée du travail, la seule vraie solution, n'est pas à attendre de la spontanéité patronale... Dans bien des entreprises, comme chez Airbus à Toulouse, les ventilateurs ne font que brasser l'air chaud, auquel s'ajoute celui que rejettent les climatiseurs des bureaux des chefs.

Pour les travailleurs des hôpitaux, à la dégradation bien connue s'ajoutent les difficultés liées aux fortes températures. Même quand il ne manque pas de ventilateurs, comme par exemple à Charles-Nicolle à Rouen,

il faut de toute façon s'occuper plus fréquemment des patients, leur donner à boire, les rafraîchir, voire les changer quand ils ont trop transpiré, et le manque de personnel se fait encore plus sentir. Même donner des douches, harnaché de vêtements recouverts d'une surblouse de plastique, devient une épreuve supplémentaire.

La période de campagne électorale, avec son envoi de professions de foi et bulletins de vote, ajoutée à la chaleur, a également aggravé les conditions de travail des

employés de La Poste. Rares certains ont obtenu des renforts mais, comme le disent ceux de Nantes RP, c'est pour tout le monde et en permanence qu'il faut des renforts, autrement dit de l'embauche.

Quant aux fameuses bouteilles d'eau légales, elles ne sont pas toujours distribuées automatiquement car, comme à PSA à Hordain, dans le Nord, malgré la canicule annoncée, « la direction n'avait pas prévu que [les travailleurs] auraient soif ».

Viviane Lafont

Marine Harvest – Finistère : le patron milliardaire condamné

La Cour de cassation a définitivement condamné le groupe Marine Harvest pour le licenciement sans cause réelle ni sérieuse des 111 travailleurs.

Le groupe, premier mondial dans l'élevage, le conditionnement et la vente de saumons, avait fermé en 2013 ses sites dans le Finistère et en Ile-et-Vilaine, jetant à la rue plus de 400 ouvriers. Ceux-ci s'étaient alors mobilisés en faisant grève et en participant aux

manifestations des Bonnets rouges.

Quatre mois après la fermeture, Marine Harvest annonçait le doublement de ses profits, puis, quelque temps après, il inaugurait en Pologne deux usines identiques à celles fermées en Bretagne. Son propriétaire,

John Fredriksen, né en Norvège, de nationalité chypriote garantie nette d'impôt, résidant à Londres, est la 72^e fortune mondiale.

Le groupe devra verser 2,8 millions d'euros d'indemnisation. Une paille pour le milliardaire mais une réelle satisfaction pour les ouvriers.

Correspondant LO

Santé : l'été de tous les dangers

À l'approche de l'été, l'hôpital craque de partout, à commencer par les services d'urgence dont la situation est catastrophique depuis déjà longtemps.

Le sous-effectif chronique ne permet d'assurer qu'en partie l'accueil des malades dans près de huit services d'urgence sur dix.

Sur les 600 services d'urgence que compte le pays, 120 ferment déjà la nuit ou le week-end. Quant aux autres, beaucoup ne répondent plus à partir de la fin de l'après-midi. Les malades n'ont plus alors comme solution que d'appeler le 15. Partout, il faut attendre des heures avant d'être pris en charge par un personnel exténué.

Au-delà des Urgences, tous les services hospitaliers sont concernés et s'attendent à une situation encore plus dégradée cet été. L'exemple du CHU Pellegrin de Bordeaux –second CHU du pays avec 14000 salariés– est édifiant. Il est déjà contraint

depuis le 18 mai de fermer ses urgences de 17 heures à 8 heures, sauf pour les urgences vitales, car il manque 40 % des effectifs. Il a annoncé la déprogrammation d'opérations cet été pendant deux à trois semaines et la fermeture de 600 lits durant trois semaines, pour permettre au personnel de prendre ses congés. C'est deux fois plus que les années précédentes.

La canicule qui a frappé le pays ces derniers jours a mis les hôpitaux sous tension, alors que cet épisode climatique n'a rien d'inédit ni d'imprévisible en cette saison. Mais l'hôpital fonctionne tellement sur le fil du rasoir qu'un rien suffit à le rendre ingérable.

La situation est la même dans les maternités du fait du manque de sages-femmes,

notamment dans les maternités de type 3 qui accueillent les patientes à risque. « Ça va être terrible cet été », déclare un gynécologue de l'hôpital de Saint-Denis. Il manque près d'un tiers des 91 sages-femmes qui y travaillent habituellement, il n'y a plus que 300 accouchements programmés au lieu de 400 et même les échographies ne sont plus assurées en totalité.

Dans les Ehpad, la situation n'est pas meilleure. Certains ont même demandé aux familles de venir reprendre leur résident pour l'été. Enfin la nouvelle vague de Covid, avec près de 40000 cas nouveaux par jour, vient ajouter aux difficultés de l'hôpital, où on peut craindre une situation pire que celle du printemps 2019 au début de la pandémie. Pour Marie-Pierre Martin, porte-parole du collectif Inter Urgences, « l'hôpital est en ruine... on ne tient plus. »

Face à cette situation lourde de drames pour les malades et leurs familles, le gouvernement brasse du vent. Macron, en visite au CHU de Cherbourg, avait annoncé une mission « flash » qui en un mois allait faire le point, comme si le constat d'urgence n'était pas fait de longue date.

Quant à Brigitte Bourguignon, la ministre de la Santé démissionnaire après sa défaite aux législatives, elle avait annoncé des mesures comme celle de doubler pour l'été la rémunération des heures supplémentaires

et de permettre aux infirmiers et aides-soignants en fin de formation de travailler avant d'avoir reçu leur diplôme, ce qui ne ferait gagner que deux semaines de travail.

Faute de débloquer les budgets nécessaires pour embaucher les milliers de soignants qui manquent et construire les hôpitaux, cliniques, Ehpad et maternités indispensables, Macron continue ses discours creux. L'argent, il le réserve aux subventions au profit du grand patronat.

Cédric Duval

Ehpad Saint-Priest : les grévistes toujours aussi déterminées



Depuis le jeudi 9 juin, les salariées de l'Ehpad Résidence du Château de Saint-Priest, dans la banlieue de Lyon, du groupe privé Omeris, sont toujours majoritairement en grève pour demander des embauches et des augmentations de salaire.

Au début, ces travailleuses étaient systématiquement réquisitionnées, ce qui montrait que la direction, tout en disant qu'il n'y avait plus d'argent dans les caisses pour les salaires, avait des moyens pour payer l'huissier.

Maintenant, la direction ne réquisitionne plus tout le monde mais cherche à diviser les grévistes : pendant que certaines tiennent le piquet de grève et perdent de l'argent, les autres s'épuisent au travail en étant en sous-effectif, jusqu'à quatre personnes en moins en journée sur une équipe d'environ quinze personnes. Depuis peu, la direction a repris les négociations en

n'abordant pas les salaires, seulement les conditions de travail. Elle feint même de découvrir l'importance du sous-effectif. Quelle hypocrisie ! Son objectif est de jouer la montre en espérant décourager les grévistes.

Les salariées mobilisées n'en démordent pas et ne veulent pas baisser les bras ! Elles ont organisé, avec les militants de l'union locale et l'USD CGT, un rassemblement très réussi devant la résidence mercredi 15 juin et en prévoient un autre. Elles continuent de s'adresser aux familles des résidents. Elles sont aussi allées devant d'autres Ehpad du même groupe, rencontrer leurs collègues et discuter de leur mouvement, ce qui leur a valu de la sympathie et des marques de soutien.

Et pour montrer leur détermination sans faille, les grévistes continuent de reprendre en chantant « On lâche rien ! » devant la résidence !

Correspondant LO

Hôpital – Saint-Girons : non à la liquidation des services !

Le 3 mai, les résultats de l'audit commandé par l'ARS ont été connus. Ce rapport « doit permettre au CHAC (Centre hospitalier Ariège Couserans) de s'offrir de nouvelles perspectives au sein du territoire » et « de se préparer aux enjeux de demain ».



L'ARS pointe les multiples plans de retour à l'équilibre qui n'ont servi à rien... puisque les financements étaient insuffisants. Elle dénonce la faible activité, notamment de la maternité, mais ne dit pas un mot sur le fait que cet hôpital est isolé dans une zone de montagne et que ce service est essentiel, tout comme les Urgences et la Chirurgie. Tout ce blabla vise à transformer la maternité en centre de périnatalité pour le suivi des grossesses alors que les accouchements se

dérouleront à Foix, à une heure de route pour celles qui sont proches de la ville, mais pour d'autres jusqu'à 1h30 !

La chirurgie devrait ne concerner que la « petite chirurgie », opération de la cataracte, coloscopie, etc, et ne fonctionnerait que la semaine. Les Urgences seraient fermées et il faudra là aussi aller à Foix, ou à Toulouse s'il n'y a pas de place.

Pour habituer le personnel et la population à ce projet, les Urgences seront fermées 22 jours cet été, dix

jours en juillet et douze en août, faute de médecins urgentistes. Pour les urgences les plus graves, le transfert sera fait en hélicoptère. Les pompiers, de leur côté, ont reçu une formation spéciale pour pratiquer les accouchements. Pour mettre en place ce projet néfaste, l'ARS a nommé un administrateur de transition et toutes les instances de l'hôpital sont suspendues. C'est un véritable liquidateur qui arrive !

Face à cet avenir sombre pour l'hôpital, le syndicat a informé le personnel et la population et appelé à un rassemblement devant la direction. Il a regroupé 150 personnes, qui ont dit que cet hôpital est essentiel pour tout le monde et qu'il est hors de question que les services menacés ferment. Pendant l'été, la mobilisation va continuer et personnel et population vont se retrouver sur tous les marchés pour informer plus largement et préparer la suite.

Pour tout le monde c'était un premier acte de la bagarre qui sera nécessaire pour gagner.

Correspondant LO

Facteurs de Lorient : pour faire plier la direction

Les facteurs de Lorient se sont mis en grève du 13 au 16 juin afin de réclamer une compensation financière pour le port des plis électoraux, et pour protester contre des suppressions de postes liées à une nouvelle réorganisation.

Depuis plusieurs jours, la colère montait face au projet de réorganisation de la direction, auquel s'ajoute la surcharge de travail que représente le port des plis électoraux, pour lequel aucune indemnisation n'est prévue alors que La Poste a touché 83 millions d'euros de l'État pour ce contrat. Les facteurs et plusieurs syndicats ont déposé un préavis de grève pour le lundi 13 juin.

À la prise de service lundi matin, les facteurs du bureau du quai des Indes, en centre-ville, dont la réorganisation prévoit la fermeture, ont rapidement rejoint ceux de la plateforme colis et courrier de la Cardonnière à Lorient, pour se mettre en grève à 90%. La direction a annoncé la suppression de deux tournées sur dix dans chaque secteur, avec seulement une prime



de 100 euros par agent pour la réorganisation.

Devant le refus du directeur d'établissement de la plaque de Lorient, expliquant que l'augmentation des frais de carburant coûtait déjà très cher à l'entreprise, les grévistes se sont retrouvés chaque jour devant la plateforme de la «Cardo» pour discuter des négociations avec la direction, et ont voté quatre jours de suite la poursuite du mouvement, suivi par 47 des 54 facteurs sur les quatre sites. Ils se

sont adressés aux usagers par communiqués de presse, ainsi que lors du marché, en les invitant à venir les soutenir.

La direction, qui a finalement cédé une prime de 400 euros par agent pour la mise en place de la réorganisation et l'embauche de quatre CDI, a néanmoins tenté de faire distribuer les plis électoraux par des intérimaires engagés pour l'occasion.

Les élections approchant et avec elles la fin de la distribution des plis qui constituait un moyen de pression, les grévistes ont décidé ensemble la reprise du travail le vendredi 17 juin. Selon

un accord national, La Poste doit fournir un plateau repas pour tous les agents distribuant ces plis. Mais, à leur retour de tournée, les facteurs ont constaté que des cadres de la direction régionale en réunion de crise s'étaient servis dans leurs plateaux repas!

Face à la mesquinerie lamentable de la direction et de ses cadres, les facteurs ont le sentiment d'avoir, eux, su garder la tête haute pour défendre leurs conditions de travail. Ils ont pu prendre le temps de discuter entre eux, de mieux se connaître, et sortent soudés de ces quatre journées.

Correspondant LO

Finisseurs Parisiens – Bezons : une semaine de grève



La majorité des travailleurs de l'entreprise de maçonnerie Les Finisseurs Parisiens, comptant une dizaine de salariés, se sont mis en grève le mardi 14 juin, mettant à l'arrêt un chantier d'une quinzaine de logements à Bezons, dans le Val-d'Oise.

Les travailleurs n'en sont pas à leur première mobilisation car, à plusieurs reprises, ils ont été obligés de faire grève pour obtenir le versement de leur salaire. Cette fois, ils ne se sont pas limités à une journée de grève mais ils ont paralysé le chantier toute une semaine. Ils exigeaient aussi le versement des cotisations patronales à la caisse de congés du BTP et à la mutuelle pour certains salariés, ainsi que le versement d'arriérés, des primes de panier et de transport, et le respect de la sécurité.

Grâce à leur mobilisation, les maçons ont réussi à faire parler d'eux dans la presse locale et à la télévision, publicité que leur patron n'a pas appréciée. Ils

ont aussi déployé des banderoles et des pancartes pour affirmer leurs revendications, ce qui a rendu fou de rage le client ordonnateur du chantier, qui communique largement sur la haute qualité environnementale de ces futurs logements, qui accueilleront même des perchoirs à oiseaux, mais dont la construction n'a pas épargné les travailleurs.

Parmi les pancartes, celle qui rendait hommage à Abderrahim, un ouvrier sans papiers décédé il y a quelque mois sur un autre chantier, était particulièrement remarquée par les visiteurs et les passants. C'est cet accident qui a décidé les ouvriers des Finisseurs à ne plus accepter de se laisser faire et de travailler dans

de si mauvaises conditions. Car, même si le patron prétend le contraire, il ne fait aucun doute que les mauvaises conditions de travail et les pressions pour aller vite sont responsables de cet accident, comme de plusieurs autres.

Pour essayer de redorer son image auprès de l'inspection du travail, l'employeur a organisé des élections pour un comité économique et social, qu'il a ensuite essayé d'annuler quand il a vu que des travailleurs le prenaient au mot en se présentant avec l'appui de l'union locale CGT. Après avoir déjoué plusieurs manœuvres, les travailleurs ont réussi à faire élire deux délégués, qui ont contribué à l'organisation des mobilisations.

Après une semaine de grève, l'employeur a finalement versé les salaires et fourni des preuves qu'il commençait à régler ce qu'il devait. Lundi 20 juin, les ouvriers ont décidé la reprise mais ils savent bien que les promesses de ce patron ne valent pas grand-chose. Ils savent aussi qu'il a le projet de mettre la clef sous la porte tout en ayant ouvert par ailleurs d'autres entreprises. La grève marque une pause mais le bras de fer est loin d'être fini.

Correspondant LO

EDF-Enedis : soutien à des militants menacés

Le jeudi 16 juin, plusieurs dizaines de travailleurs d'EDF de plusieurs secteurs et d'autres entreprises comme PSA Poissy se sont rassemblés devant le siège d'Enedis à la Défense pour soutenir cinq camarades de la CGT énergie de Seine-Saint-Denis menacés par leur direction, dont plusieurs jeunes.

La direction a porté plainte contre ces militants car elle aurait eu «l'intime conviction» de les avoir reconnus sur une vidéo, lors d'une grève le 15 février dernier, au cours de laquelle des pneus de véhicules de service avaient été dégonflés. Pour ces simples faits, deux d'entre eux sont convoqués en conseil de discipline à fin de licenciement!

En réalité, ces camarades sont la cible de la direction parce qu'ils dénoncent depuis des semaines l'attitude d'un chef d'agence autoritaire, qui se croit tout permis,

tenant notamment des propos sexistes. Ces militants se sont aussi fait connaître en 2018 pour avoir occupé l'agence EDF d'Île-de-France à La Courneuve, qui venait de fermer. Ils avaient assuré pendant de nombreux jours l'accueil des usagers, une action très médiatisée qui avait bien entaché l'image de la direction.

C'est donc une vengeance de cette dernière, mais aussi une tentative d'intimider les militants les plus combattifs et notamment les jeunes. En particulier, alors que de nombreux sites d'EDF sont en grève pour obtenir des augmentations de salaire, face à une direction qui voudrait faire payer au personnel ses déboires dans le nucléaire et alors que se profilent les attaques sur les retraites. En fait, cela n'a fait que renforcer la conscience qu'il faut resserrer les rangs face à elle.

Correspondant LO

Ardennes : les aides à domicile en colère

Les aides à domicile d'Adapah-08 en sont à leur sixième jour de grève depuis début mai, pour leurs salaires et leurs conditions de travail.

En novembre, de nouveaux emplois du temps qui leur imposent six jours consécutifs ont beaucoup dégradé l'organisation du travail. Parfois, entre deux visites, il faut attendre dans sa voiture une heure, car il n'y a pas le temps de rentrer chez soi, et apprendre au dernier moment une mission. Les personnes âgées se retrouvent avec des soins qui changent d'horaire d'une fois sur l'autre, ou avec un repas planifié pour 14 heures. Avec 104 heures

par mois, 131 heures pour les plus anciens, les aides à domicile sont à temps partiel imposé.

Adapah indemnise 35 centimes du kilomètre les aides à domicile qui utilisent tous leur propre voiture. Cette indemnité n'a pas évolué depuis 2008. Obligés pour assurer leur travail de sillonner les routes des Ardennes, les salariés affichent une facture de 200, voire 300 euros d'essence par mois avec l'explosion du prix du gazole. Les salaires



L'ARDENNAIS

autour de 800 ou 1000 euros ne permettent plus de remplir le réservoir. Les grévistes revendiquent une indemnisation de 60 centimes du kilomètre.

Mercredi 8 juin, ils manifestaient à Sedan. Puis, mercredi 15 juin, après un rassemblement à une trentaine, les aides à domicile ont défilé jusqu'à la place Ducale à Charleville avec

des drapeaux CGT et des sifflots, distribuant des tracts aux passants et aux automobilistes. On pouvait lire sur les pancartes : « C'est ou on mange, ou on met du gazole. » Une gréviste faisait remarquer qu'elle n'avait jamais vu une grève à l'Adapah depuis vingt ans qu'elle y travaille. La situation est en effet devenue intenable, et certains se demandent

jusqu'à quand ils vont continuer à travailler : ce sera bientôt à perte.

Après leur manifestation, les grévistes ont décidé de reconduire leur grève vendredi 24 juin, avec un rassemblement devant l'Adapah. La direction n'a pas fini d'entendre parler des aides à domicile en colère.

Correspondant LO

Paprec : un grand patron mis en examen

PDG et propriétaire de Paprec, Jean-Luc Petithuguenin vient d'être mis en examen pour « corruption », « favoritisme » et « entente illicite ».

Sous contrôle judiciaire, il lui est interdit de diriger ce groupe de recyclage et de traitement de déchets, comptant 12500 salariés.

La justice reproche à ce patron d'avoir subventionné le concours hippique de la femme du maire de Compiègne, Philippe Marini. Cet élu LR, lui-même récemment placé en garde-à-vue,

est aussi président d'un organisme ayant attribué un marché de 70 millions d'euros à Paprec pour la construction d'un centre de tri dans l'Oise.

Paprec, entreprise à plus de 2 milliards d'euros de chiffre d'affaires, a eu parmi ses cadres le fils d'un ancien président du conseil général de l'Essonne, lui-même

condamné pour détournement d'argent public et emplois fictifs. Celui-ci était aussi le responsable d'un des plus grands organismes publics de traitement des ordures ménagères ayant précisément attribué des marchés à Paprec. Dans les deux cas le patron se défousse sur le directeur local de son entreprise et prend soin de préciser que ses concurrents, Suez et Veolia, avaient eux-mêmes embauché auparavant ce puissant fils d'élu.

La proximité entre les responsables politiques ayant la main sur l'argent public et ceux de certaines entreprises est évidemment un fait courant, surtout concernant le secteur du recyclage, du traitement des ordures ou de la fourniture d'eau. Elle peut aussi donner lieu à des échanges de bons procédés entre responsables. Le tout étant de connaître le métier, bien sûr. C'est d'ailleurs à la Compagnie générale des

eaux, ancêtre de Veolia, qui a changé plusieurs fois de nom pour tâcher de faire oublier d'anciennes affaires de corruption d'élu, que Petithuguenin a commencé sa carrière et en a appris les ficelles.

Indigné d'être traîné en justice pour un comportement si largement répandu, Petithuguenin s'exclame qu'alors « il faut incarcérer tous les grands patrons de France au plus vite ». Chiche!

Lucien Déroit

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juin 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Économie mondiale : quand les dirigeants prédisent le pire

L'inflation, la hausse générale des prix, commencée avant même la guerre en Ukraine, se répand à travers le monde, avec des conséquences en cascade.

Cela provoque des soubresauts des Bourses et fait craindre ce que les financiers appellent « Bear Market », un phénomène de baisse incontrôlable des cours boursiers des actions dans lesquelles des milliers de milliards d'euros sont aujourd'hui investis.

Cette hausse continue des prix a une autre conséquence, ô combien plus dramatique, l'appauvrissement brutal des populations, bien plus insupportable, dès maintenant, dans des pays dits émergents ou pauvres.

Le 7 juin 2022, la Banque mondiale, un organisme financier officiel du monde capitaliste, publiait une note au titre suivant : « Le risque de stagflation augmente dans un contexte de net ralentissement de la croissance ». La stagflation est définie comme « la situation d'une économie qui souffre simultanément d'une croissance économique faible ou nulle et d'une forte inflation » et se caractérise par une très forte hausse du chômage...et l'appauvrissement des classes populaires.

Ce rapport alarmiste corrige à la baisse les prévisions de taux de croissance de l'économie mondiale. Établie à 5,7% en 2021, elle devrait tomber à 2,9% en 2022, soit une baisse de moitié. Ce ralentissement selon

la Banque mondiale devrait perdurer en 2023 et 2024. Voici ce que déclare son président David Malpass : « Pour bien des pays il sera difficile d'échapper à la récession. Les marchés regardent vers l'avenir, il est donc urgent d'encourager la production et d'éviter les restrictions commerciales. Des changements dans les politiques budgétaires, monétaires, climatiques et d'endettement sont nécessaires pour remédier à l'affectation inappropriée des capitaux et aux inégalités ».

Et Ayhan Kose, directeur du département Perspectives de la même Banque mondiale, de proposer aux pays les plus touchés de trouver des politiques afin « d'atténuer les effets de la conjugaison des crises actuelles sur leurs populations les plus pauvres ». Mais les pays pauvres, plus encore que tous les autres, sont victimes de la course au profit

immédiat de l'ensemble des géants capitalistes, qu'aucun dirigeant, fût-il de la Banque mondiale, n'est en mesure de réguler.

Alors qu'en Europe, l'inflation moyenne atteint déjà 8,1% (8,6%aux États Unis), le directeur de la Banque centrale des Pays Bas, Klaas Knot, partageant les inquiétudes de la BCE, la banque centrale européenne, sur une augmentation durable de l'inflation et l'incapacité d'y faire face des dirigeants des banques centrales, s'est dit particulièrement inquiet.

Les dirigeants du monde capitaliste, financiers compris, sont conscients de la situation : leur monde danse sur un volcan qu'ils sont incapables de maîtriser. Les appels à « prévenir et s'occuper de la situation des plus pauvres » viennent de leur peur des bouleversements sociaux que cette situation de crise pourrait engendrer. Reste aux travailleurs, aux classes pauvres, à s'armer eux aussi de cette conscience.

Paul Sorel



À Buenos Aires en Argentine, en mai 2022, des manifestants dénoncent l'envolée des prix et celle des profits

Espagne : victoire de la droite en Andalousie

Avec plus de 43% des suffrages, soit deux fois plus qu'aux élections précédentes, le Parti populaire (PP) a obtenu dimanche 19 juin la majorité absolue au parlement régional d'Andalousie, après trente-sept ans de pouvoir socialiste qui ont dégoûté les électeurs de gauche et les classes populaires.



Moreno Bonilla, le vainqueur des élections andalouses, dans une procession, en mai 2022.

Région la plus peuplée d'Espagne, l'Andalousie est aussi l'une des plus pauvres. Le Parti socialiste ouvrier espagnol, le PSOE, y a gouverné sans interruption depuis la fin du franquisme et jusqu'en 2019. Aujourd'hui, il y réalise le pire score de son histoire. Le PP, grand parti de la droite traditionnelle, a progressé partout et a complètement avalé l'électorat centriste. Le parti d'extrême droite Vox augmente aussi, passant de douze à quatorze élus. C'est donc une débâcle non seulement pour le PSOE mais pour toute la gauche qui, prise ensemble, n'a même pas la moitié des élus du PP et de Vox réunis.

À l'aggravation des conditions de vie des classes populaires, au chômage qui touche officiellement 20% de la population de la région, à la dégradation continue des services publics se sont ajoutés depuis une douzaine d'années plusieurs scandales de corruption touchant notamment le PSOE et les centrales syndicales. Mais surtout, au-delà de la région, le mécontentement vise le gouvernement espagnol, dirigé par le socialiste Pedro Sanchez en coalition avec le Parti communiste et Podemos. Beaucoup en Andalousie ont gardé en travers de la gorge la répression de la grève des métallos de Cadix, à l'automne dernier, où le gouvernement « le plus

progressiste de l'histoire », comme il aime à se présenter, n'avait pas hésité à envoyer un blindé de la police contre les grévistes. La candidate de Vox a pu jeter cet épisode à la face de la gauche dans un débat télévisé, pour se présenter comme la seule vraie amie des travailleurs.

En agitant la menace de l'extrême droite, que sa propre politique a contribué à alimenter par des promesses électorales non tenues et des mesures antiouvrières, la gauche a permis au PP de se présenter comme modéré, alors que ce parti compte lui-même bon nombre de nostalgiques de la dictature. Pourtant, elle ose encore affirmer qu'un objectif est atteint puisque Vox n'a gagné que deux élus et n'entrera pas à l'exécutif régional ! De fait, le PP n'aura certes plus besoin de l'appui de Vox pour mettre en place sa politique de casse sociale, de subventions au patronat, de privatisation. Avec de pareilles « victoires » des classes populaires, on se demande ce que serait une défaite.

Les travailleurs n'ont pas à pleurer sur le sort de la gauche parlementaire ; le plus grave est que celle-ci, avant de dégringoler, a fait un sale travail, en démobilisant, en déboussolant et en démoralisant la classe ouvrière.

Laura Samos



Été 2022 : Lutte ouvrière à votre rencontre

Les militants de Lutte ouvrière reprennent leurs tournées d'été, qui se dérouleront jusqu'à la fin du mois d'août. Dans les différentes régions du pays, ils iront à la rencontre des classes populaires. Ce sera l'occasion de discuter de la situation actuelle, après les élections présidentielle et législatives, et de ce qui attend les travailleurs.



Franche-Comté

Lundi 27 juin :
Belfort

Mardi 28 juin :
Montbéliard

Mercredi 29 juin :
Montbéliard

Jeudi 30 juin :
Vesoul

Vendredi 1^{er} juillet :
Pontarlier

Samedi 2 juillet :
Besançon